Comblant un vide organisationnel dans la fabrique d'une politique publique : l'émergence d'une méta-organisation

02

► **Heloise Berkowitz^{a*} et Antoine Souchaud^b**

^a CNRS (UMR5303), TSM-R et IBEI

2 rue du Doyen Gabriel Marty, 31042 Toulouse

^b ESCP Europe, Labex ReFi (ESCP Europe, ENA, La Sorbonne, CNAM).

Résumé

Comment assurer la réussite d'une fabrique plurielle d'une politique publique dans un secteur émergent comme le financement participatif ou crowdfunding ? À travers une étude de cas approfondie, cet article revient sur la place des plateformes de crowdfunding dans le réseau d'acteurs cherchant à influencer la régulation, c'est-à-dire le policy network du *crowdfunding*. La méthodologie s'appuie sur des documents juridiques et trente-et-un entretiens pour reconstituer les séquences stratégiques de cette co-construction et les dialogues implicites entre acteurs hétérogènes. Nous montrons le passage d'un mouvement collectif informel de plateformes à une méta-organisation sectorielle forte, légitime et crédible qui contribue à la gouvernance sectorielle en gérant la pluralité des acteurs et en servant d'intermédiaire de négociation. En entrepreneur institutionnel, la méta-organisation vient compléter le policy network émergent, et conditionne la réussite de la co-construction des politiques publiques dans un secteur nouveau. Cet article contribue à développer la notion de « vide organisationnel » dans un policy network émergent, i.e. l'absence d'un intermédiaire organisé, et à montrer comment peut se structurer en réponse, une méta-organisation.

© 2017 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Mots clés : gouvernance sectorielle, co-construction de la régulation, méta-organisation, Crowdfunding, innovation, régulation financière.

Abstract

Filling an organizational gap in public policy making: the emergence of a meta-organization. How to ensure successful multi-stakeholder public policy making in an emerging sector such as crowdfunding? Through an in-depth case study, this article analyses the role crowdfunding platforms played in the network of actors seeking to shape their regulation, i.e. the crowdfunding policy network. Thanks to legal

*Auteur correspondant : heloise.berkowitz@gmail.com

doi :10.3166/pmp.34. 2017.0003 © 2017 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

documents and thirty-one interviews, we reconstituted both the strategic sequences of this co-construction of the regulation and implicit dialogues among heterogeneous public and private actors. We show that collective action among platforms moved from an informal network to a strong, legitimate and credible sectoral meta-organization. This meta-organization contributed to the sectoral governance of crowdfunding by managing the plurality of actors involved and acting as an intermediary for negotiation. As an institutional entrepreneur, the meta-organization complemented the emerging policy network and conditioned the successful co-construction of the regulation of a new sector. This article contributes to the definition of an "organizational gap" in a policy network, i.e. lack of structured intermediary. It also shows how a meta-organization can be structured to fill this gap.

© 2017 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Keywords: sectoral governance, regulation's co-construction, meta-organization, crowdfunding, innovation, financial regulation.

Introduction

Dans *La Fabrique Politique des Politiques Publiques*, Philippe Zittoun (2013 : 323) propose d'orienter le travail du chercheur dans le champ des politiques publiques « vers la reconstitution des scènes concrètes à travers lesquelles un énoncé s'est propagé ».

Cet article part d'une scène singulière qui a vu pour la première fois le législateur et les acteurs d'un secteur naissant, le financement participatif ou *crowdfunding*, se rencontrer dans le cadre d'une audition parlementaire qui a échoué à aboutir à une réforme du cadre réglementaire existant. Cet échec s'est matérialisé par l'abandon par le législateur de son projet de rédaction d'une réglementation propre au *crowdfunding*. Cet abandon était le fruit d'un constat, celui d'une trop grande difficulté à dialoguer avec les acteurs du secteur, lesquels s'étaient révélés incapables de s'organiser et de structurer leurs demandes. De cette scène a donc jailli l'énoncé d'un vide au sein du *policy network*, c'est-à-dire le réseau d'acteurs cherchant à influencer la régulation. C'est ce vide que les acteurs du financement participatif se sont ensuite efforcés de combler.

Cet article analyse la façon dont les plateformes ont pris conscience de la nécessité de combler ce vide dans la fabrique des politiques publiques par le renforcement d'un représentant sectoriel capable d'engager un dialogue réglementaire direct et cohérent. Ce représentant dans le secteur du financement participatif a pris la forme d'une méta- organisation, au sens d'Ahrne et Brunsson (2008), une organisation dont les membres sont eux-mêmes des organisations : ici, il s'agit de *Financement Participatif France*² (FPF).

L'article cherche à comprendre les interactions entre acteurs privés et acteurs publics dans la fabrique de la régulation d'un secteur émergent, en reconstituant ces « scènes concrètes » dont parle Philippe Zittoun (2013). La méthodologie, qui se veut compréhensive (Dumez, 2013), repose sur

² Les premiers statuts de FPF en date du 13 août 2012 précisent en leur article 5 que seules peuvent devenir membre « toute société exerçant une activité de financement participatif en France ou toute association organisant une réflexion autour du financement participatif ». À l'origine aucun individu n'est donc membre de FPF en sa qualité propre, il ne peut l'être qu'en tant que représentant d'une organisation.

une étude de cas approfondie de la régulation du secteur du financement participatif en France. L'étude s'appuie sur l'ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif, des données secondaires (statuts de FPF d'août 2012 et rapport annuel de FPF de 2013), une série de 31 entretiens semi-directifs et une observation non participante aux Troisièmes Assises de la Finance Participative. Le traitement des données a reposé sur la reconstitution des séquences stratégiques (Lehiany et Chiambaretto, 2014 ; Yami, Chappert et Mione, 2016) en rapprochant les discours des faits chronologiques. Nous avons aussi cherché à restituer ce que nous appelons des « dialogues implicites » entre nos interlocuteurs, c'est-à-dire la confrontation de différentes interprétations des acteurs d'un même évènement (March, Sproull et Tamuz, 1991), par un travail sur les dissemblances et les ressemblances (Dumez, 2013) et un codage ouvert des entretiens (Lejeune, 2014 ; Point et Fourboul, 2006).

Les résultats montrent que l'échec initial du dialogue entre législateur et régulés de 2013 a été un échec fondateur, un échec paradoxalement positif pour la fabrique de la politique publique dans le secteur du financement participatif. Cet article révèle en effet les conséquences positives issues de l'audition. Nous montrons ainsi que les dispositions dont cet échec a été la source, en termes de structuration et de renforcement de la méta-organisation du secteur, ont directement été à l'origine de la réussite de la co-construction de la régulation sectorielle qui aboutira quelques mois après cette audition à la publication de l'ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif.

Cet article revient tout d'abord sur les éléments de la littérature relatifs à la fabrique des politiques publiques, principalement les méta-organisations et le concept de *policy network*. Cet article décrit par la suite la méthodologie de cette recherche qualitative. S'ensuivent une présentation des résultats et une discussion des éléments concourant à la réussite d'une co-construction de la régulation entre une pluralité d'acteurs dans un secteur émergent.

1. Revue de littérature

La fabrique des politiques publiques est aujourd'hui vue comme une co-construction entre une multiplicité d'acteurs publics et privés (Rival et Semo, 2014). En particulier, les entreprises jouent un rôle croissant dans cette fabrique et développent des stratégies hors marchés (Baron, 1995) qui visent à améliorer leur performance et justifient la nécessité de stratégies collectives (Astley et Fombrun, 1983). Les études consacrées à ce type d'action politique des entreprises se concentrent souvent sur l'enjeu stratégique que constitue le lobbying pour les entreprises ou le management public (Rival, 2012). L'accent est aussi mis sur le rôle des individus, en tant qu'entrepreneurs politiques (Attarça et Lassale-De Salains, 2013), ou « nomothètes », c'est-à-dire en capacité de fixer eux-mêmes leurs propres règles (Souchaud, 2017). À l'échelle des organisations, certains acteurs, comme la Global Reporting Initiative ou OuiShare, s'affirment en tant qu'entrepreneurs institutionnels (Acquier et Aggeri, 2008 ; Acquier, Carbone et Massé, 2017). Ces travaux mettent l'accent sur la capacité de ces acteurs à se désencastrer de leur institution (Beckert, 1999) et à modifier leur environnement à leur avantage (DiMaggio, 1988). Les méta-organisations – les organisations dont les membres sont eux-mêmes des organisations – peuvent jouer ce rôle en influençant la régulation, ou en auto-réglant les pratiques de leurs membres (Berkowitz et Bor, 2017 ; Leys et Joffre, 2014 ; Vifell et Thedvall, 2012).

Dans un article et un livre fondateurs, Ahrne et Brunsson (2005, 2008) montrent l'importance du phénomène des méta-organisations, les organisations dont les membres sont eux-mêmes des organisations. De l'association professionnelle comme le MEDEF, à la fédération comme la FIFA, les méta-organisations peuplent nos sociétés et permettent d'organiser l'action collective au niveau des organisations et non plus seulement des individus (Ahrne et Brunsson, 2008 ; Berkowitz et Dumez, 2015). La méta-organisation se distingue en effet des organisations faites d'individus en ce qu'elle dépend plus fortement de ses membres, notamment en termes de ressources qui lui sont déléguées. Elle fonctionne largement au consensus, avec une hiérarchie moins prégnante que dans les organisations classiques (Berkowitz et Bor, 2017 ; Gulati, Puranam et Tushman, 2012 ; Malcourant, Vas et Zintz, 2014).

La méta-organisation est avant tout une organisation, c'est-à-dire un ordre social décidé, avec une date de création (Ahrne et Brunsson, 2008). Elle se distingue du réseau informel entre organisations, qui ne possède pas de centre de décision commun, et au sein duquel les interactions entre acteurs sont non structurées (Bor, 2014 ; Bor et Cropper, 2016). Selon Ahrne et Brunsson (2008), l'émergence d'une méta-organisation répond à trois objectifs : permettre des interactions entre les membres, guider l'action collective entre membres, et enfin créer une identité collective. Au-delà de ces trois objectifs principaux, et en tant que dispositifs d'action stratégique pour les organisations membres, les méta-organisations permettent de protéger les ressources communes comme la réputation, mais aussi de normaliser et réguler les pratiques des secteurs (Berkowitz et Bor, 2017). En mettant en place des standards et des normes, ces méta-organisations participent à la diffusion de *soft laws* décidées collectivement (Rajwani, Lawton et Phillips, 2015 ; Spillman, 2017). Cette gouvernance sectorielle des activités des organisations se combine aux instruments de gouvernance mis en place par les régulateurs.

Tout un pan de la littérature met l'accent sur la part croissante de cette régulation privée dans la gouvernance mondiale (Büthe et Mattli, 2011 ; Mattli et Woods, 2009), s'appuyant de plus en plus sur des communautés transnationales (Djelic et Quack, 2010 ; Jordana, 2017). La gouvernance nationale et supranationale requiert dès lors la coordination d'une multiplicité d'acteurs qui interagissent (Mathieu, Verhoest et Matthys, 2016). L'analyse de ces interactions entre acteurs publics et privés dans la fabrique d'une politique publique passe par l'étude des *policy networks*, c'est-à-dire des groupes stabilisés d'acteurs publics et privés qui interagissent pour influencer la politique publique d'un secteur donné (Jordana et Sancho, 2005). Rhodes définit plus précisément les *policy networks* (2006, p. 424) comme des "*sets of formal institutional and informal linkages between governmental and other actors structured around shared if endlessly negotiated beliefs and interests in public policymaking and implementation*". Ces réseaux d'interactions entre différents acteurs peuvent affecter les politiques publiques et leurs mises en place. Comment de nouveaux acteurs intègrent-ils et affectent-ils un *policy network* émergent, comme dans le cas du crowdfunding où le secteur est naissant et la régulation absente ? C'est l'objet d'étude de cet article.

3 « Des ensembles de liens institutionnels formels et informels entre des acteurs gouvernementaux et d'autres acteurs structurés autour de croyances et d'intérêts partagés ou du moins sans cesse en négociation, touchant à la fabrique des politiques et à leur implémentation » traduction des auteurs

2. Méthodologie

L'article cherche à comprendre les interactions entre acteurs privés et acteurs publics dans la fabrique de la régulation d'un secteur émergent, le *crowdfunding*, en reconstituant ces « scènes concrètes » dont parle Philippe Zittoun (2013). Nous nous intéressons à l'instant où le législateur et les acteurs du financement participatif ont pris conscience que le renforcement de la méta-organisation du secteur était un prérequis à la mise en place d'un dialogue réglementaire. Du fait de son émergence récente, le secteur du *crowdfunding* en France était en effet encore méconnu des pouvoirs publics. Le réseau d'acteurs interagissant pour influencer sa régulation, ou *policy network*, était encore inabouti.

La méthodologie, qui se veut compréhensive (Dumez, 2013), repose sur une étude de cas approfondie de la régulation du secteur du financement participatif en France. Le point de départ de l'étude est l'analyse de l'ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif afin d'identifier les multiples acteurs ayant participé à l'élaboration de ce texte. La recherche combine ensuite une analyse de données secondaires (statuts de FPF d'août 2012 et rapport annuel de FPF de 2013), une série de 31 entretiens semi-directifs, menés par les auteurs dans le *policy network* du financement participatif en France et une observation non participante aux Troisièmes Assises de la Finance Participative.

Les acteurs rencontrés comprennent des conseillers politiques membres de cabinets, un expert de la régulation financière, des membres de méta-organisations sectorielles (*Financement Participatif France* et la *Fédération Bancaire Française*), des représentants de plateformes de financement participatif, du pouvoir législatif et des régulateurs (ACPR, AMF et ORIAS) (voir Tableau 1). Les entretiens ont été enregistrés puis retranscrits, à l'exception de deux entretiens avec un membre du cabinet présidentiel et une plateforme. Les chercheurs ont aussi participé aux Troisièmes Assises de la Finance Participative le 29 mars 2016 afin de rencontrer de nouveaux acteurs. L'objectif de ces entretiens et observation non participante était de reconstituer les interactions au sein du *policy network* en vue de la construction de la régulation. L'idée était d'obtenir des témoignages sur la façon dont l'ordonnance de mai 2014 avait été construite. Pour ce faire, nous demandions aux différentes personnes interrogées de dresser une cartographie des principaux acteurs de la rédaction ; de décrire les événements qui les avaient particulièrement frappés ou surpris et la façon dont ils avaient vécu cette période ; nous leur demandions enfin de définir leurs liens avec les autres acteurs et d'identifier les adversaires, les alliés, les obstacles et autres tensions qu'ils avaient ressenties.

Tableau 1 : Classification des entretiens menés en fonction des catégories d'acteurs

Acteurs rencontrés	Nombre d'entretiens	Durée totale
Cabinets	4	114
Expert	1	147
Méta-organisations	13	771
Plateformes	8	407
Pouvoir législatif	2	80
Régulateurs	3	154
Total général	31	1673

Au cours des entretiens de part et d'autre du *policy network*, sont apparues certaines dissonances et consonances dans les discours d'acteurs appartenant à diverses sphères et qui n'avaient donc pas eu l'opportunité d'uniformiser leurs discours (Brunsson, 2002 ; March *et al.*, 1991). Une première étape essentielle de l'analyse a donc été la reconstitution des séquences stratégiques (Lehiany et Chiambaretto, 2014 ; Yami *et al.*, 2016) en rapprochant les discours des faits chronologiques. Ceci a donné lieu à l'identification de quatre séquences, synthétisées à la figure 1. En nous inspirant de Borins (2001) qui encourage l'étude en management public des revirements, notre objectif a été de déceler les événements clés, succès et échecs, qui ont été structurants pour la fabrique de la politique publique en matière de financement participatif. Deux événements notables, et sur lesquels nous reviendrons dans le détail à la section suivante, émergent du matériau : l'audition par la commission des finances, ressentie comme un échec par le législateur et par les régulés, mais comme un échec fondateur ; les Assises de l'Entrepreneuriat, un grand succès cette fois-ci, car ces Assises se concluent par une promesse présidentielle de réguler le secteur du *crowdfunding* de façon souple et bienveillante.

Une seconde étape a consisté en la restitution des dialogues implicites entre nos interlocuteurs, notamment entre ceux qui écrivent la réglementation d'une part, et ceux à qui elle s'applique ou qui sont, d'une manière ou d'une autre, touchés par elle d'autre part. Il s'agissait de mettre en lumière le degré d'organisation du *policy network* émergent et la façon dont de nouveaux acteurs pourraient s'y intégrer. Pour ce faire, nous avons cherché à rendre compte des différentes interprétations des acteurs d'un même événement (March *et al.*, 1991), par un travail sur les dissemblances et les ressemblances (Dumez, 2013)⁴. À cette fin, nous avons identifié les passages des entretiens qui narraient l'épisode d'échec fondateur (l'audition par la commission des finances). Nous avons ensuite confronté les différentes voix portant sur des aspects similaires du même événement (organisation, enjeux, objectifs), c'est ce que nous nommons un dialogue implicite. Cette mise en regard des voix des acteurs nous a permis de comparer différents éléments associés par les acteurs à l'échec de l'audition, et ce, grâce à un codage ouvert (Lejeune, 2014 ; Point et Fourboul, 2006) (voir Tableau 2). Nous utilisons cette explicitation du dialogue implicite comme une technique de mise au jour des enjeux stratégiques sous-jacents, en nous inspirant de la démarche narrative en recherche (Dumez et Jeunemaître, 2005 ; Rosile, Boje, Carlon, Downs et Saylor, 2013).

Dans la section suivante, nous présentons les séquences stratégiques et les dialogues implicites entre ceux qui écrivent la régulation et ceux à qui elle s'applique. Ces séquences et dialogues implicites mettent en évidence le besoin de structuration de la méta-organisation du secteur et les initiatives qui ont été prises en réaction à l'échec fondateur de l'audition devant la commission parlementaire, initiatives qui ont conduit quelques mois plus tard à la co-construction réussie de la régulation du financement participatif.

3. Résultats

Quatre séquences stratégiques ont été identifiées comme ayant rythmé la co-construction des politiques publiques en matière de financement participatif. La figure 1 fait la synthèse de ces quatre séquences qui motivent la narration du cas ci-après.

⁴ D'après Dumez (2013, p. 75), « le codage est fondamentalement un travail de réflexion sur des systèmes possibles de ressemblances »

Figure 1: Synthèse des quatre séquences stratégiques du cas **Séquence 1, les premiers pas (août-décembre 2012) :****► constitution de *Financement Participatif France*.**

À l'été 2012, le secteur du financement participatif s'esquisse à peine en France. Il est cependant déjà possible de distinguer les trois principaux métiers qui le composent :

- les plateformes de don et de micro-crédit sans intérêt qui commencent à avoir une certaine notoriété ;
- les plateformes de prêt avec intérêt (ou *crowdlending*) qui n'ont tout simplement plus le droit d'exister depuis que l'ACP a fait fermer en avril 2011 la plateforme *FriendsClear* pour atteinte au monopole bancaire ;
- les plateformes d'investissement en capital (ou *crowdequity*) qui émergent très progressivement dans une zone réglementaire grise où la menace d'une interdiction plane en permanence.

C'est dans ce contexte tendu sur le plan réglementaire que, sur la suggestion d'un représentant du MEDEF, deux associés d'une plateforme d'investissement en capital déposent les statuts d'une association sectorielle, *Financement Participatif France*, ayant pour objet « la représentation collective et la défense des droits et intérêts des acteurs du financement participatif » [extrait des statuts déposés en août 2012]. Des représentants des autres formes de financement participatif les rejoignent progressivement dans le but de s'unir pour peser davantage dans le débat public :

« Je dirais qu'il y a une vingtaine de personnes qui ont vraiment compté sur cette création et c'est principalement des start-ups qui sont tout juste en train de naître, qui n'ont pas encore de modèle économique, très peu de clients, et un poids réglementaire très fort. [...] C'est beaucoup, de mon point de vue, des organisations un peu faibles qui veulent se créer une légitimité et asseoir leur légitimité en se regroupant parce qu'elles ont une vision qu'elles partagent mais qu'elles doivent vendre. Et, qu'une seule plateforme, qu'un seul acteur économique ne peut pas vendre parce qu'il n'a clairement pas la crédibilité ou le poids ou quoi que ce soit pour le défendre. » [Entretien avec FPF]

Cette création ne se fait cependant pas sans heurts. Il existe en effet des tensions, parfois fortes, entre certains acteurs de ce secteur, soit parce qu'ils sont concurrents soit parce que leurs philosophies sont aux antipodes. Par ailleurs, le principe même de représentation est très contesté parmi des entrepreneurs soucieux de leur indépendance, et qui militent pour la démocratie directe et l'extension des outils de participation directe des citoyens dans le monde de la finance :

« Les tensions entre acteurs, elles ont toujours existé. C'est marrant, je me souviens d'[une] réunion justement, [où] on avait évité de mettre autour de la table certains acteurs les uns à côtés des autres ! [...] Ca n'a pas été facile, mais d'un autre côté, ce sont des populations hyper jeunes, ce sont des gens très intelligents, la plupart, et donc ça a été assez motivant ! » [Entretien avec FPF]

► premiers échanges avec les régulateurs grâce au MEDEF

C'est le MEDEF qui introduit dès septembre 2012 les représentants de *Financement Participatif France* auprès des régulateurs de la place de Paris dans le cadre d'échanges informels visant avant tout à mieux se connaître. Ces échanges posent très progressivement les bases d'un *policy network* dédié au crowdfunding :

« Les plateformes représentées par métier ont eu de nombreux échanges avec l'AMF et l'ACPR sur les aspects réglementaires en fin d'année 2012, notamment grâce au Medef qui a obtenu plusieurs rendez-vous suite aux annonces de Laurence Parisot comme soutien au crowdfunding. Les métiers du prêt sans taux d'intérêt et de l'equity ont pu présenter leurs modèles et cela a permis de constater avec le régulateur, le manque de cohérence des textes en vigueur. » [Financement Participatif France, Rapport Annuel de 2013]

« Il y a des consultations de place qui sont organisées auprès du régulateur. Et en fait, on apprend le mode de fonctionnement, qui est bête, hein, mais le régulateur il est là pour appliquer des textes, mais il n'est pas du tout créateur de texte. Il les interprète, il fait des doctrines, mais il n'est pas moteur. Il relève des problématiques, il a du mal à les remonter parce que c'est aux acteurs de les remonter, et on a eu de la chance de les remonter et que ça redescende au niveau du régulateur, et donc à ce moment-là, on est sur la fin du premier cycle de l'association. » [Entretien avec FPF]

Séquence 2, échec et résilience (janvier-février 2013) :

► échec de l'audition des acteurs du secteur par une commission des finances d'une assemblée

C'est en janvier 2013, que pour la toute première fois, une commission d'une assemblée législative invite à une audition les acteurs du financement participatif afin d'engager avec eux un dialogue sur les besoins réglementaires spécifiquement nécessaires au déve-

loppement de leur secteur. L'objectif du rapporteur est très clairement d'inclure un volet *crowdfunding* dans la loi bancaire pour faciliter le développement de ce type de financement susceptible de favoriser le tissu français de PME et de redynamiser la création d'emplois. Les dirigeants de plateformes sont, quant à eux, émus d'être reçus avec les honneurs au cœur de la République et pressés de partager leurs propositions d'assouplissement du cadre réglementaire qui les corsète. Le tableau 2 restitue les impressions des acteurs en présence sous forme de dialogues implicites entre le Pouvoir Législatif et le secteur, représenté par la méta-organisation. Différents éléments en ressortent : un grand manque de cohésion entre les différents sous-secteurs du *crowdfunding* qui se manifeste par un discours non cohérent, la faiblesse des propositions réglementaires et l'imprécision des objectifs des plateformes, la mauvaise appréciation de la nature et des enjeux d'une audition parlementaire ainsi qu'une dissonance forte chez les représentants de plateforme, et enfin la faible identification de FPF et son manque de structuration.

Tableau 2 : Travail sur les ressemblances : restitution du dialogue implicite entre législateur et régulés lors de l'audition par la commission des finances

Code	Entretiens avec le Pouvoir Législatif	Entretiens avec FPF
Manque de cohésion entre les différents sous-secteurs du crowdfunding / Discours non cohérent	« Et la discussion a d'abord commencé à tourner sur : quelles sont vos plateformes et qu'est-ce que vous faites ? [...] C'était à la fois super parce que nous avons l'essentiel des formes de financement participatif en face de nous, mais aucun ne cherchait la même chose dans une éventuelle évolution de la loi. Parce que le crowdequity dans mon souvenir avait de vrais soucis avec le droit européen et toutes les règles sur les prospectus. Le crowdlending c'était plutôt une problématique de dérogation au monopole bancaire. Le don, ils voulaient plutôt des choses autour de comment on crée la confiance dans le système et que quand il y a écrit qu'on finance un puits d'eau en Afrique, on finance vraiment un puits d'eau en Afrique. »	« On a eu une première fenêtre de tir avec la Commission des finances, où le retour qu'on n'a eu, c'est : « c'est pas assez mûr, vous n'êtes pas assez structurés, il y a des voix dissonantes même chez vous, donc on ne met pas le nez dedans ». Ce qui est logique. Ils n'allaient pas mettre le nez dans une association où ils avaient le sentiment que le discours des acteurs n'était pas unifié. » « On s'est rendu compte qu'au-delà des dissensions du groupe qui donnaient l'impression d'un manque de cohérence, on n'était pas au clair avec nous-même. On s'est dit 'c'est pas possible'. Donc ça a échoué. »

Code	Entretiens avec le Pouvoir Législatif	Entretiens avec FPF
Faiblesse des propositions / Imprécision des objectifs	« Ils étaient venus avec des propositions qui me paraissaient..., dont j'avais du mal à saisir exactement ce qu'ils voulaient, comment ils voulaient se... je me souviens d'un truc qui n'était ni clair, ni abouti, et dont moi-même je n'étais pas sûr que c'était pertinent par rapport à l'objectif qu'ils recherchaient. Donc je pense qu'ils n'étaient pas encore clairs par rapport à leurs objectifs de si on va voir le législateur, le régulateur, qu'est-ce qu'on veut et pourquoi on le veut ? »	« La commission des finances au printemps 2013 souhaitait exploiter la possibilité d'insérer dans les textes de la loi bancaire de juillet 2013 un assouplissement pour le métier du prêt. Les plateformes de prêt ainsi que les membres du bureau de FPF ont rédigé un texte avec l'aide d'avocats conseils de plateformes (notamment Babyloan). Nous avons eu la première expérience du besoin de structure car malgré un travail en commun, le texte n'a pas semblé assez mûr. »
Code	Entretiens avec le Pouvoir Législatif	Entretiens avec FPF
Mauvaise appréciation de la nature et des enjeux d'une audition parlementaire / Dissonance forte chez les représentants de plateforme	Ils n'avaient pas [tous] compris l'objet de la réunion je pense »	« Et je me rappelle d'une réunion à la Commission des finances où on essayait d'être propre sur nous, de bien présenter, etc, et on a des personnes qui ont une vision du monde associatif qui est différente. On se voyait plus comme une fédération professionnelle que comme une association à but non lucratif, et donc on n'arrive pas en basket et en polo à la Commission des finances pour défendre le fait qu'on va tailler une brèche dans le monopole bancaire pour ouvrir ça au financement de particuliers ! Il faut un minimum de crédibilité et déjà qu'on n'en avait pas vraiment par l'activité et par le business, si en plus on n'en avait pas sur notre posture, sur notre façon de nous présenter, sur nos envies, etc, c'était compliqué. »

Code	Entretiens avec le Pouvoir législatif	Entretiens avec FPF
Faible identification de FPF / Faiblesse de la structuration de FPF	« Je ne sais plus si l'association FPF existait déjà. »	« On a reçu une invitation pour l'audition. Tous ceux qui ont voulu venir sont venus. Même ceux qui n'avaient rien à y faire. »

La conclusion de cette audition est la suivante : « *Nous sommes sortis de là, un peu perplexe en nous rendant compte que le chantier était titanesque, qu'il n'était pas raisonnable de faire quoi que ce soit dans la loi bancaire.* » [Entretien avec le Pouvoir Législatif]

Cette audition, qui était porteuse de grands espoirs de part et d'autre, tourne donc à l'échec. Les acteurs du secteur y apparaissent divisés, peu organisés et en tous cas pas assez préparés pour apporter leur contribution au processus législatif. Rétrospectivement, et comme l'illustre le tableau 2, les personnes présentes expliquent avoir ressenti un grand vide pendant cette audition. Elles décrivent une absence, celle d'un intermédiaire structuré et organisé à même de créer un pont solide entre les différents participants dont les voix dissonantes créent une véritable cacophonie.

► **prise de conscience d'un besoin d'organiser *Financement Participatif France* pour combler un vide dans la co-construction de la réglementation et rendre fonctionnel le *policy network* du crowdfunding**

Cette audition ratée a constitué un évènement structurant pour les dirigeants de *Financement Participatif France* qui ont procédé à une transformation en profondeur de l'association. Elle a ainsi changé progressivement de nature, passant du statut de réseau informel à celui de méta-organisation. Celle-ci a commencé à se structurer et à atténuer le caractère entièrement participatif de son mode de fonctionnement.

« *Donc, c'est là où on a décidé d'être plus dur dans la structuration, et de laisser moins de place aux acteurs dont on pensait qu'ils nous bloquaient, nous faisaient de l'ombre, n'étaient pas assez productifs, ne transformaient pas l'essai quand on avait des chances de le transformer.* » [Entretien avec FPF]

« *C'était la première réunion avec un interlocuteur public avec le recul on n'aurait pas dû, mais cela a été un bon bizutage.* » [Entretien avec FPF]

Ce « bizutage » a facilité la prise de conscience du besoin de s'organiser formellement et de dépasser le réseau informel qui reliait les plateformes dans leurs efforts de comprendre et influencer la fabrique des politiques publiques en matière de financement participatif en France. Par la suite, FPF élabore donc et met en place au fil du temps différents dispositifs qui contribuent progressivement à son renforcement en tant que méta-organisation et porte-parole représentatif du secteur.

Nous l'avons mentionné précédemment, le secteur se présente d'emblée comme un patchwork de métiers variés, du don avec contrepartie au financement en capital en passant par le prêt avec taux d'intérêt. La représentativité des plateformes du secteur est alors assurée par la mise en place d'une présidence et deux vice-présidences dans les trois métiers du financement participatif ainsi qu'une vice-présidence pour le collège de l'écosystème (organe qui représente et rassemble les parties prenantes de FPF qui ne sont pas des plateformes). Le renouvellement régulier des statuts, avec notamment l'allongement à deux ans de la durée des

mandats de président et vice-présidents ainsi que l'introduction d'une procédure d'exclusion d'un membre, stabilise le processus de représentativité et d'organisation de l'action collective. La légitimité de cet acteur encore jeune, FPF, constitue un enjeu pour la méta-organisation elle-même (dans ses rapports avec le régulateur) mais aussi pour le secteur tout entier (dans ses liens avec les parties prenantes, en particulier les utilisateurs). La structuration d'un « collège de l'écosystème », un dispositif qui permet de consulter et d'informer les parties prenantes dans l'écosystème (i.e. banques, avocats, cabinets de conseils, associations, fonctionnaires) participe de l'effort de créer et consolider la légitimité de FPF. Cette légitimité passe aussi par la création de la confiance dans le secteur et dans la méta-organisation grâce à la rédaction d'un code de déontologie approuvé par tous les membres de FPF et qui les engage.

Enfin, la professionnalisation de la méta-organisation, de ses activités et de sa visibilité nationale, s'appuie sur le recrutement d'une personne à temps plein. L'hébergement de la méta-organisation dans les locaux de l'Office de Coordination Bancaire et Financière contribue aussi à ce renforcement en lui permettant de gagner en respectabilité.

Séquence 3, onction présidentielle et intégration dans le policy network (avril-septembre 2013) :

► promesse présidentielle d'avril 2013 en clôture des assises de l'entrepreneuriat

Cette réorganisation interne a permis à *Financement Participatif France* d'aborder les assises de l'entrepreneuriat en professionnalisant sa présentation et son discours. *Financement Participatif France* y est pour la première fois apparue comme une méta-organisation légitime, au clair avec ses objectifs et qui méritait d'être aidée par des acteurs du lobbying déjà bien installés.

« Un des événements marquants de l'association, sur le plan des aides ou coup de pouce qu'on a reçus, ce sont les assises de l'entrepreneuriat. [...] En tant qu'organisation d'organisations, on a eu à faire à d'autres personnes qui ont bien voulu nous aider, qui sont bien installées et avec le risque d'accaparement du sujet, assez classique. Donc il y a eu l'Anacofi, qui est une association, une fédération de conseillers en investissement financier, il y a eu PME Finance qui est une association qui prône le développement des PME et de tout ce qui peut les aider sur le plan financier, notamment législatif. » [Entretien avec FPF]

Ces assises ont abouti à la première réussite de *Financement Participatif France* qui est parvenu à ce que le Président de la République s'approprie sa volonté de réformer le code monétaire et financier pour faciliter le développement des plateformes en capital et en prêt rémunéré :

« Le financement participatif a eu plusieurs soutiens lors des assises de l'entrepreneuriat qui ont abouti à une annonce du Président de la République en avril sur le nécessaire accompagnement du financement participatif en France. » [Financement Participatif France, Rapport Annuel de 2013]

► participation de Financement Participatif France aux consultations de place d'avril à septembre 2013

S'en sont suivies des consultations de place où les positions défendues par *Financement Participatif France* ont été centrales et ont bénéficié d'un très fort soutien politique :

« Deux consultations de place ont alors été organisées à Bercy entre avril et août 2013 avec AMF, ACPR, AMAFI, CGPME, AFG, DG Trésor, Plateformes, gouvernement etc. Cela a permis de mûrir le sujet et d'aboutir aux annonces de la consultation nationale le 30 septembre en vue de réformer et assouplir le secteur. » [Financement Participatif France, Rapport Annuel de 2013]

Séquence 4, co-construction de la régulation et ouverture vers une reconnaissance institutionnelle de la méta-organisation (octobre 2013 – octobre 2014)

► participation de *Financement Participatif France* à la rédaction de l'ordonnance de mai 2014 et à son décret d'application

Ces consultations de place ont été suivies d'une consultation nationale qui a permis d'écrire l'ordonnance de mai 2014. Son décret d'application d'octobre 2014 a donné le jour à deux nouveaux statuts, celui d'Intermédiaire en Financement Participatif, et celui de Conseiller en Investissement Participatif. Ces deux statuts ouvrent respectivement la possibilité de développer des plateformes de prêt rémunérés et des plateformes d'investissement en capital. FPF a joué un rôle clé dans cet aboutissement de la co-construction réglementaire :

« La réponse à la consultation a demandé beaucoup d'investissement de la part des plateformes et du bureau de l'association en rendez-vous avec le régulateur et le gouvernement ainsi qu'en consultation interne pour aboutir à une proposition consensuelle. » [Financement Participatif France, Rapport Annuel de 2013]

Concrètement, FPF a été destinataire des premiers projets d'ordonnance et de décret, très en amont du processus réglementaire. FPF a produit des mémoires en réponse à ces projets, mémoires qui ont fait l'objet de discussions directes auprès du conseiller du ministre et du chef de bureau au Trésor en charge de ce dossier. Dans ce processus de tâtonnements rédactionnels, FPF a également bénéficié d'un contact extrêmement privilégié avec l'Elysée qui lui a permis de défendre très efficacement ses positions face à d'autres groupes d'intérêts constitués.

« [Le conseiller de l'Elysée] m'appelle un jour et me dit : « il faut que tu viennes un peu nous expliquer ce qu'est le crowdfunding. Nous on est fan, on est très en ligne avec Fleur Pellerin. Il y a plein de vent contraire, de la FBF, mais sache que l'Elysée pousse ». Et après j'y suis allé plusieurs fois pour y faire des updates. » [Entretien avec FPF]

► Possibilité pour *Financement Participatif France* de devenir un intermédiaire obligatoire agréé par l'AMF.

Par ailleurs, ces négociations ont également eu pour résultat l'inscription dans l'ordonnance de la possibilité pour FPF de devenir une association agréée par l'AMF, officiellement chargée de définir les normes de bonne conduite ayant vocation à s'imposer aux Conseillers en Investissements Participatifs (CIP).

« Tout conseiller en investissements participatifs doit adhérer à une association chargée du suivi de ses membres dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Cette association est agréée par l'Autorité des marchés financiers en considération, notamment, de sa représentativité et de son aptitude à remplir ses missions dont les critères sont précisés dans le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Elle doit avoir fait approuver par l'Autorité des marchés financiers les conditions de compétence et le code de bonne conduite auxquels sont soumis ses membres pour l'exercice de l'activité de conseiller en investissements participatifs. » [Ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif]

Cette possibilité pour FPF d'être agréée par l'AMF n'a pas encore été activée et soulève des questions complexes quant au développement de la méta-organisation à l'avenir et son rôle futur dans le secteur et le *policy network*. La première de ces questions est celle de ses ressources financières qui sont limitées. En effet, les plateformes membres de FPF n'ont pas encore prouvé la rentabilité de leur propre business model, et elles sont réticentes à ce que le montant de leurs cotisations augmente. En outre, FPF repose aujourd'hui sur quelques bénévoles, un stagiaire et un salarié. La deuxième question est celle liée à la délégation à FPF d'un pouvoir spécifique d'enquête sur les plateformes d'une part, et de sanction des plateformes, d'autre part. Il n'est pas certain que les membres de FPF soient prêts à accepter une telle délégation, ni que les membres du conseil d'administration de FPF soient disposés à l'exercer. Cette possibilité d'agrément ne sera par ailleurs actionnée que lorsque les régulateurs auront acquis un degré de confiance extrêmement élevé dans FPF. La dernière question est liée aux évolutions futures du secteur du crowdfunding. Une trop grande consolidation des acteurs rendrait inutile une telle méta-organisation, tandis qu'une trop grande dispersion des plateformes menacerait la cohésion interne de la méta-organisation.

4. Synthèse des résultats et discussion

Cette recherche a étudié les conditions qui ont rendu possible un revirement dans la co-construction d'une régulation d'un secteur financier émergent, qui est passée de l'échec au succès, d'une audition parlementaire en janvier 2013 qui paraissait sans lendemain, à la co-construction de l'ordonnance de mai 2014.

L'article a développé une méthodologie originale s'appuyant sur des documents juridiques et des entretiens semi-directifs pour reconstituer les séquences stratégiques de cette co-construction et les dialogues implicites entre acteurs hétérogènes, à partir d'un travail sur les ressemblances et les dissemblances des entretiens retranscrits. Ce faisant, nous montrons que l'échec d'un dialogue permet l'identification d'un « vide organisationnel » dans le *policy network* d'un secteur émergent. Ce vide organisationnel est comblé avec succès par une méta-organisation sectorielle, *Financement Participatif France*, qui permet de faire le lien à la fois en interne entre des métiers pluriels au sein d'un secteur, et aussi vers l'extérieur avec les pouvoirs publics et les régulateurs. FPF joue en effet le rôle d'entrepreneur institutionnel, en participant à la rédaction du tout premier cadre réglementaire pour l'activité du *crowdfunding* en France. D'autres facteurs de succès sont aussi à prendre en considération, et apparaissent dans cet article : un fort soutien politique, la présence d'adjuvants apparents (comme le MEDEF) et une cohésion de la première équipe dirigeante de FPF – i.e. les « pères fondateurs » – après exfiltration des voix trop dissonantes.

La mise en évidence et l'analyse de l'échec de l'audition à la commission des finances possèdent un double intérêt, pratique et théorique (Drevet, 2015 ; March et al., 1991). Tout d'abord, l'échec a un intérêt pratique, celui d'entraîner une réaction en terme de structuration de l'action collective d'organisations appartenant à un même secteur. Il peut ainsi

susciter des réformes qui faciliteront la co-construction d'une politique publique. Ensuite, l'échec a un intérêt théorique pour le chercheur (Borins, 2001), car en tant qu'évènement dans une séquence stratégique il a permis de mettre en lumière le concept de vide organisationnel dans le *policy network* d'un secteur émergent. Nous proposons donc de procéder à un changement d'échelle dans l'analyse des succès et échecs en management public : en complément de l'étude des revirements à l'échelle d'une organisation et leurs effets (Borins, 2001), notre article montre l'intérêt d'étudier les revirements à l'échelle du *policy network*.

L'étude contribue à la littérature sur les *policy networks*, avec cette notion de vide organisationnel, i.e. l'absence d'un intermédiaire organisé (Jordana, 2017). Cette notion met en évidence l'existence possible de trous dans le canevas du *policy network* (Jordana et Sancho, 2005). De tels trous mettent en péril les co-constructions réglementaires dans les *policy networks* émergents et non stabilisés, comme nous l'avons montré avec l'audition parlementaire. Mais ce n'est pas nécessairement le cas dans les *policy networks* d'industries installées, une limite de l'analyse. La méta-organisation joue un rôle particulier pour combler ce vide organisationnel, rôle qui n'a pas été identifié jusqu'ici par la littérature en sciences politiques. La méta-organisation doit cependant remplir certaines conditions afin de combler avec succès ce vide organisationnel : la présence de dispositifs de représentativité, la construction et le renforcement de sa légitimité en tant que porte-parole d'un secteur, ainsi que sa crédibilité auprès des acteurs du *policy network*. Cette méta-organisation crée un niveau de gouvernance sectorielle qui se surajoute à la gouvernance d'entreprise dont les spécificités dans le *crowdequity* ont été étudiées par Girard et Deffains-Crapsky (2016) et mériteraient d'être analysées dans les autres métiers du *crowdfunding*.

L'article contribue aussi à la théorie des méta-organisations en étudiant leurs fonctions et leurs dynamiques de transformations (Berkowitz et Bor, 2017). Les méta-organisations permettent de gérer la pluralité et en ce sens jouent le rôle d'organisation-frontière, c'est-à-dire une organisation à l'interface de plusieurs acteurs dont elle permet d'aligner les intérêts parfois divergents (Berkowitz, 2016 ; O'Mahony et Bechky, 2008). Les méta-organisations servent aussi d'intermédiaire dans la négociation et la fabrique des politiques publiques. Elles permettent de définir ce qui doit faire l'objet de négociations et ce qui n'en doit pas faire l'objet, mais aussi de préciser les intérêts collectifs du secteur et la façon dont ils peuvent s'insérer dans l'agenda des autres parties prenantes. Ces deux fonctions (gestion de la pluralité et intermédiation de la négociation) sont essentielles pour assurer la réussite d'une co-construction de la régulation, et constituent une autre de nos contributions théoriques.

Pour y parvenir, un double renforcement de la méta-organisation doit se produire, qui n'a pas été identifié par la littérature (Ahrne et Brunsson, 2008 ; Berkowitz et Bor, 2017 ; Berkowitz et Dumez, 2015) : sur le plan organisationnel (en passant d'un réseau informel à une organisation formelle, représentative de ses membres et structurée en interne) et sur le plan réputationnel (en se professionnalisant, en gagnant en légitimité et en crédibilité, en devenant incontournable donc en s'institutionnalisant). La méta-organisation doit donc répondre à ces deux exigences, en interne vis-à-vis de ses membres, et en externe vis-à-vis de ses interlocuteurs au sein du *policy network*. Ce double renforcement pourrait constituer une condition nécessaire au rôle d'entrepreneur institutionnel au sein d'un *policy network* émergent, au même titre que des organisations classiques ou des individus (Acquier et Aggeri, 2008 ; Acquier *et al.*, 2017 ; Souchaud, 2017). La mise en évidence des conditions organisationnelles nécessaires au rôle d'entrepreneur institutionnel d'une méta-organisation

dans un *policy network* émergent appelle cependant des recherches plus approfondies dans le secteur du crowdfunding ou d'autres secteurs similaires, i.e. en construction, de l'économie collaborative. De plus, une piste de recherche intéressante consisterait à étudier plus en détail les interactions entre acteurs lors de cette construction de la politique publique, à travers les transformations des rapports de force et le rôle des parties prenantes comme le MEDEF ou les méta-organisations des autres secteurs (banque, assurance notamment).

Conclusion

La co-construction d'une politique publique entre une multitude d'acteurs est un processus fragile et incertain dont le succès dépend de facteurs parfois difficiles à identifier.

L'étude présentée ici permet d'analyser comment l'existence d'une méta-organisation forte, légitime et crédible peut faire partie de ces-dits facteurs de succès. Nous avons en effet montré que de l'échec de l'audition parlementaire de janvier 2013 à la réussite de l'ordonnance de mai 2014, un revirement dans la co-construction de la régulation du financement participatif en France a été rendu possible notamment grâce au renforcement de la méta-organisation du secteur, *Financement Participatif France*.

FPF se présente aujourd'hui comme une méta-organisation qui reste encore fragile à cause de son manque de moyens (inhérent à son statut de méta-organisation), de ses hésitations à demander à l'AMF une délégation de son pouvoir de contrôle, et également à cause de la pluralité des membres et des métiers qu'elle représente, plaçant cette méta-organisation sous la menace d'un risque constant d'implosion. Ces forces centrifuges sont aujourd'hui contenues, en partie sous la pression des autres acteurs du *policy network*, comme les régulateurs et les associations de consommateurs, qui ont besoin de FPF comme interlocuteur unique.

Le *crowdfunding*, et l'économie collaborative en général, soulèvent des enjeux de structuration d'un nouveau champ, c'est-à-dire des interactions entre acteurs, notamment régulateurs, consommateurs et plateformes. Notre cas montre que l'organisation voire l'institutionnalisation d'une méta-organisation peut être un préalable à la réussite de la co-construction d'une politique publique et donc de l'institutionnalisation d'un nouveau champ.

Remerciements :

Les auteurs remercient les rédacteurs invités ainsi que les deux évaluateurs anonymes pour leurs commentaires précieux. Ce travail a bénéficié de la bourse Bernard Sutter de la Conférence des Grandes Ecoles. Ce travail a été réalisé dans le cadre du laboratoire d'excellence ReFi porté par heSam Université, portant la référence ANR-10-LABX-0095. Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la Recherche au titre du projet Investissements d'Avenir Paris Nouveaux Mondes portant la référence n° ANR-11-IDEX-0006-02.

Bibliographie

- Acquier A. et Aggeri F., 2008. Entrepreneuriat institutionnel et apprentissages collectifs. Le cas de la Global Reporting Initiative (GRI). *Management International* 12 (2), 65- 80.
- Acquier A., Carbone V. et Massé D., 2017. À quoi pensent les institutions ? Théorisation et Institutionnalisation du champ de l'économie collaborative. *Revue Française de Gestion* 265, 25-49.
- Ahrne G. et Brunsson N., 2005. Organizations and Meta-Organizations. *Scandinavian Journal of Management* 21 (4), 429-449.
- Ahrne G. and Brunsson N., 2008. *Meta-Organizations*. Edward Elgar Publishing, Cheltenham.
- Astley G. W. and Fombrun C., 1983. Collective Strategy: Social Ecology of Organizational Environments. *Academy of Management Review* 8 (4), 576-587.
- Attarça M. et Lassale-De Salains M., 2013. Quand l'entrepreneur devient entrepreneur politique. Le cas du développement de la méthanisation agricole en France. *Revue Française de Gestion* 232, 25-44.
- Baron D., 1995. Integrated Strategy: Market and Nonmarket Components. *California Management Review* 37 (2), 47-65.
- Beckert J., 1999. Agency, Entrepreneurs, and Institutional Change. The Role of Strategic Choice and Institutionalized Practices in Organizations. *Organization Studies* 20 (5), 777-799.
- Berkowitz H., 2016. *Les méta-organisations rendent-elles performatif le développement durable? Stratégies collectives dans le secteur pétrolier / Do meta-organizations make sustainable development performative? Collective strategies in the oil and gas industry*, Thèse de Doctorat ès Sciences de Gestion. CRG-Ecole polytechnique, Université Paris Saclay, Palaiseau.
- Berkowitz H. and Bor S., 2017. Why Meta-Organizations Matter: A Response to Lawton *et al.* and Spillman. *Journal of Management Inquiry*, OnlineFirst.
- Berkowitz H. et Dumez, H., 2015. La dynamique des dispositifs d'action collective entre firmes: le cas des méta-organisations dans le secteur pétrolier. *L'Année Sociologique*, 65 (2), 333-356.
- Bor S., 2014. *A theory of Meta-Organisation: An Analysis of Steering Processes in European Commission-Funded R&D "Network of Excellence" Consortia* (Ph.D. thesis. Helsinki: Hanken School of Economics. Retrieved from <http://hdl.handle.net/10138/144154>.
- BorS. and Cropper S., 2016. Bridging Traditions of Inter-Organisational Research: Meta- Organisations, Multi- Partner Alliances, and whole Networks. In *Proceedings of the 30th Annual Conference of the British Academy of Management: Thriving in Turbulent Times*. Newcastle: British Academy of Management.
- Borins S., 2001. Innovation, Success and Failure in public Management Research: Some Methodological Reflections. *Public Management Review* 3 (1), 3-17.
- Brunsson N., 2002. *The Organization of Hypocrisy: Talk, Decisions and Actions in Organizations*. Copenhagen Business School Press, Copenhagen.
- Büthe T. and Mattli W., 2011. *The new Global Rulers. The privatization of Regulation in the World Economy*. Princeton University Press, Princeton.
- DiMaggio P. J., 1988. Interest and Agency In Institutional Theory In L. Zucker, *Institutional patterns and organizations: Culture and environment*, Ballinger, Cambridge, 3-21.
- Djelic M.-L. and Quack S., 2010. *Transnational Communities: Shaping Global Economic Governance*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Dreveton B., 2015. L'étude de la responsabilité sociale du chercheur-intervenant : quelles conséquences méthodologiques ? *Management international* 19 (2), 83.
- Dumez H., 2013. *Méthodologie de la recherche qualitative*. Vuibert, Paris.
- Dumez H. et Jeunemaître A., 2005. La démarche narrative en économie. *Revue Économique* 56 (4), 983-1005.
- Girard C. et Deffains-Crapsky C., 2016. Les mécanismes de gouvernance disciplinaires et cognitifs en Equity Crowdfunding : Le cas de la France. *Finance Contrôle Stratégie*, 19 (3), 1-20.

- Gulati R., Puranam P. and Tushman, M., 2012. Meta-Organization Design: Rethinking Design in Interorganizational and Community Contexts. *Strategic Management Journal* 33 (6), 571-586.
- Jordana J., 2017. Transgovernmental Networks as Regulatory Intermediaries: Horizontal Collaboration and the Realities of Soft Power. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 670 (1), 245-262.
- Jordana J. and Sancho D., 2005. Policy Networks And Market Opening: Telecommunications Liberalization in Spain. *European Journal of Political Research* 44 (4), 519-546.
- Lehiany B. et Chiambaretto P., 2014. ASMA : Un dispositif d'Analyse Séquentielle et Multidimensionnelle des Alliances. *Management international/International Management/Gestión Internacional* 18, 85-105.
- Lejeune C., 2014. *Manuel d'analyse qualitative. Analyser sans compter ni classer*. De Boeck, Paris.
- Leys V. et Joffre, P., 2014. Méta-organisations et évolution des pratiques managériales. *Revue française de gestion* 241, 121-134.
- Malcourant E., Vas A. et Zintz., T., 2014. *La diffusion de nouvelles pratiques au sein d'une méta-organisation internationale: le cas de l'agence Mondiale Anti-Dopage*. Louvain School of Management Working Paper Series, Louvain.
- March J. G., Sproull L. S. and Tamuz M., 1991. Learning from Samples of One or Fewer. *Organization Science* 2 (1), 1-13.
- Mathieu E., Verhoest K. and Matthys, J., 2016. Measuring Multi-Level Regulatory Governance: Organizational Proliferation, Coordination, and Concentration of Influence. *Regulation & Governance*, Onlinefirst.
- Mattli W. and Woods N., (Eds.), 2009. *The Politics of Global Regulation*. Princeton University Press, Princeton.
- O'Mahony S. and Bechky B. A., 2008. Boundary Organizations: Enabling Collaboration among Unexpected Allies. *Administrative Science Quarterly* 53 (3), 422-459.
- Point S. et Fourboul C. V., 2006. Le codage à visée théorique. *Recherche et Applications en Marketing* 21 (4), 61-78.
- Rajwani T., Lawton T. C. and Phillips N., 2015. The "Voice of Industry": Why management researchers should pay more attention to trade associations. *Strategic Organization* 13 (3), 224-232.
- Rhodes R. A., 2006. Policy Network Analysis In M. Moran, M. Rein and R. E. Goodin (Eds.), *The Oxford handbook of public policy*, Oxford University Press, Oxford, 423-445.
- Rival M., 2012. Entreprises privées et décision publique. Acteurs et organisation stratégique du lobbying dans les grandes entreprises en France. *Politiques et management public* 29 (3), 431-449.
- Rival M. et Semo, I., 2014. Du lobbying à la co-construction du Service Public, une entreprise à la recherche de valeur publique dans le secteur de l'eau en France In M. Rival F. Bournois et V. Chanut (Eds.), *Intelligence économique et lobbying, au prisme des valeurs publiques*, Éditions ESKA, Paris, 249-272.
- Rosile G. A., Boje D. M., Carlon D. M., Downs A. and Saylor R., 2013. Storytelling Diamond. An Antenarrative Integration of the Six Facets of Storytelling in Organization Research Design. *Organizational Research Methods* 16 (4), 557-580.
- Souchaud A., 2017. Deus ex machina dans « l'espace réglementaire » du crédit en France: La reconnaissance du crowdlending face au monopole bancaire. *Gérer et Comprendre. Annales Des Mines* 128, 3-13.
- Spillman L., 2017. Meta-Organization Matters. *Journal of Management Inquiry*, Online Preview.
- Vifell A. C. and Thedvall R., 2012. Organizing for social sustainability: governance through bureaucratization in meta-organizations. *Sustainability: Science, Practice, & Policy*, 8(1), 50-58.
- Yami S., Chappert H. et Mione A., 2016. Séquences stratégiques relationnelles : le jeu coopétitif de Microsoft dans le processus de normalisation OOXML. *M@n@gement* 18 (5), 330-356.
- Zittoun P., 2013. *La fabrique politique des politiques publiques*. Presses de la FNSP, Paris.